



LE REPORTING CSRD

Êtes-vous prêt·e·s ?





1

CONTEXTE



QU'EST-CE QUE LA CSRD ?

- La **Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)** vient modifier la directive sur le reporting extra financier de 2014 ;
- Elle **introduit des exigences de déclaration plus détaillées en matière de durabilité** telles que les facteurs environnementaux, les facteurs sociaux et les facteurs de gouvernance ;
- Le **reporting devra être « vérifié » et publié dans une rubrique dédiée des rapports de gestion** des entreprises pour une meilleure accessibilité ;
- Le groupe consultatif européen sur l'information financière (**EFRA**) est chargé de **préparer des normes européennes** pour les rapports de durabilité.

QUI EST CONCERNÉ PAR CETTE NOUVELLE DIRECTIVE ?

Les grandes entreprises

qui dépassent à la date de clôture au moins 2 des 3 seuils suivants :

- CA net > 40 M€ ;
- Total bilan > 20 M€ ;
- >250 salariés

Les grandes entreprises

générant un CA net supérieur à 150 M € dans l'UE et qui ont au moins une filiale ou succursale dans l'UE devront fournir un rapport de durabilité prenant en compte leurs impacts ESG.

Les sociétés cotées

hors micro-entreprises, soit celles qui ne dépassent pas à la date de clôture au moins 2 des 3 seuils suivants :

- CA net > 700 K€ ;
- Total bilan > 350 K€ ;
- >10 salariés

A noter : Bien que les filiales des groupes soient toujours exemptées de publication, les sociétés mères devront néanmoins inclure dans les données consolidées des informations relatives à leurs filiales dès lors qu'il y a des différences importantes par rapport aux données consolidées.

VÉRIFICATION

- Un « auditeur ou un certificateur indépendant accrédité » s'assure que les informations de durabilité soient conformes aux normes adoptées par l'UE ;
- Le reporting des sociétés non européennes doit également être certifié, soit par un auditeur européen, soit par un auditeur établi dans un pays tiers ;
- **Niveau d'assurance de vérification** des informations de durabilité en lien avec les European Sustainability Reporting Standards (ESRS) :

Assurance limitée
dans les 3 années après la
mise en place de la CSRD :
2025 pour l'exercice 2024

Assurance raisonnable
dans les 6 années après la
mise en place de la CSRD :
2028 pour l'exercice 2027



2

CALENDRIER



ADOPTION DES ACTES DÉLÉGUÉS

La commission va adopter les actes délégués en précisant les informations suivantes :

- **d'ici le 30 juin 2023** : les informations que les entreprises doivent déclarer et les informations correspondant aux besoins des acteurs des marchés financiers qui sont soumis aux obligations de divulgation du règlement UE (2019/2088)
- **d'ici le 30 juin 2024** : les informations complémentaires que les entreprises devront déclarer concernant les enjeux de développement durable et le reporting et les informations que les entreprises devront déclarer en lien avec leurs secteurs d'activité

La commission portera une attention spécifique aux risques et impacts en matière de durabilité inhérents à chaque secteur d'activité.

Révision des actes délégués :

- a minima tous les **3 ans**, la commission fera une révision de tout acte délégué adopté en tenant compte de l'avis technique de l'EFRAG et réalisera si nécessaire des modifications.
- La commission consulte au moins **annuellement** le parlement européen et conjointement le groupe d'experts des Etats membres sur la finance durable et le comité de règlement comptable sur le travail de l'EFRAG en matière de durabilité et normes de déclaration.

À PARTIR DE QUAND CES RÈGLES S'APPLIQUERONT-ELLES ?

L'application de la CSRD se déroulera en **trois étapes** :

1^{er} JANVIER 2024

pour les **entreprises déjà soumises** à la directive sur le reporting extra-financier au niveau européen (**reporting attendu pour 2025**)

1^{er} JANVIER 2025

pour les autres **sociétés soumises à la CSRD** (hors PME cotées) (**reporting attendu pour 2026**)

1^{er} JANVIER 2026

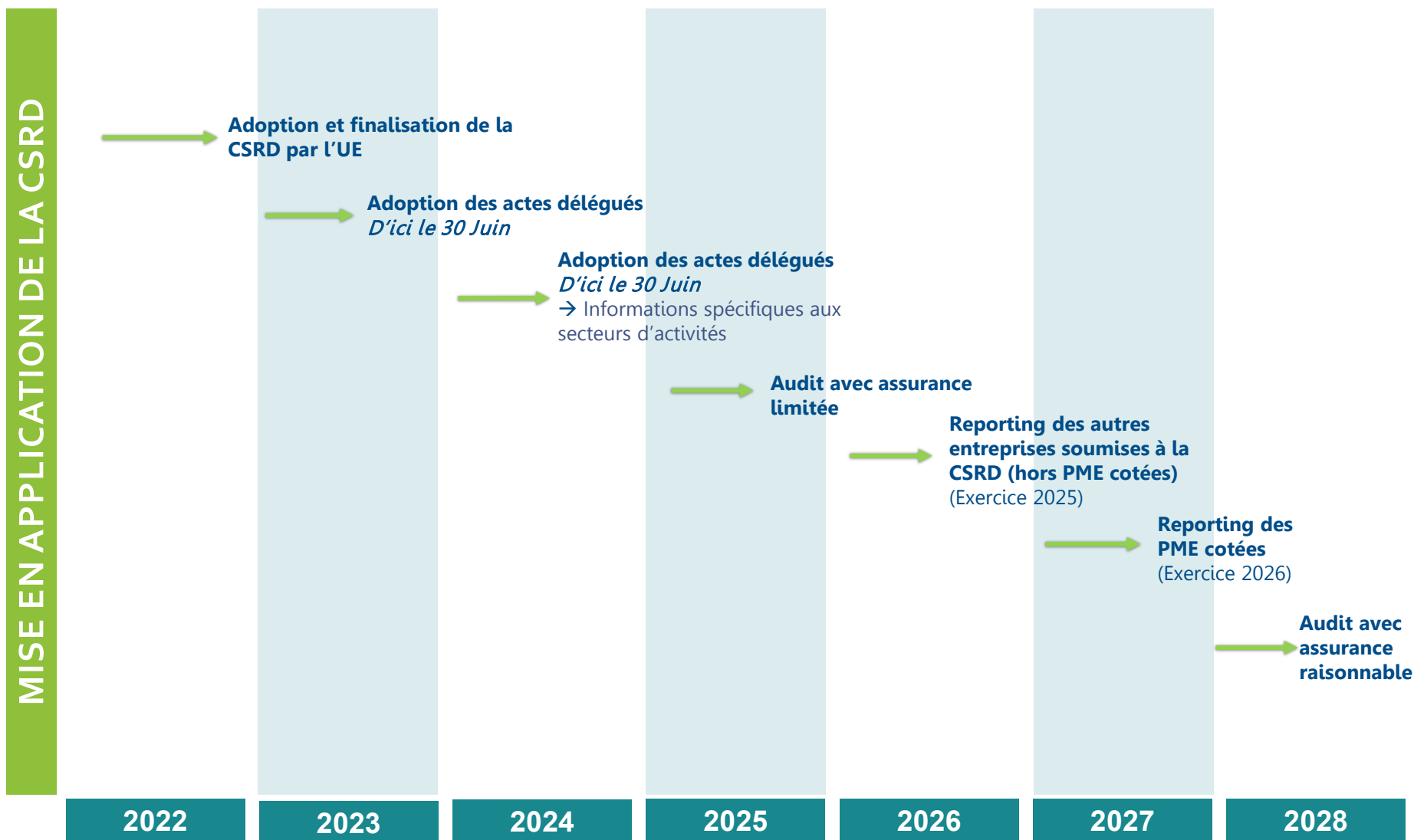
pour les **PME cotées** (**reporting attendu pour 2027**)

Les normes de reporting seront publiées pour cette catégorie d'entreprises fin 2023.

La CSRD a été publiée le 16 décembre au journal officiel de l'Union Européenne et **entrera donc en vigueur le 5 janvier 2023.**

Elle devra être **transposée en droit Français d'ici fin 2023 au plus tard.**

LE CALENDRIER CSRD





3

INFORMATIONS OBLIGATOIRES





QUE DEVRA CONTENIR LE REPORTING CSRD ? (1)



Les entreprises devront inclure une description complète de leur modèle d'affaires et leur stratégie en incluant :

- La résilience du modèle d'affaires de l'entreprise et sa stratégie en matière de durabilité ;
- Les opportunités identifiées pour l'entreprise en lien avec le développement durable ;
- La feuille de route de l'entreprise incluant : ses actions à mettre en place et ses plans de financements et investissement en lien afin d'assurer que le modèle d'affaires et sa stratégie sont compatibles avec les accords de paris et la neutralité carbone à 2050 établie par l'UE ;
- Comment le modèle d'affaires et la stratégie incluent les intérêts des parties prenantes et les impacts de l'entreprise en matière de durabilité.

Description des objectifs en lien avec la durabilité et de leur horizon temporel ainsi qu'une description des progrès effectués par l'entreprise pour les atteindre

- Spécifier si les objectifs sont alignés avec des objectifs scientifiques
- Le cas échéant inclure des objectifs absolus de réduction des émissions de GES pour 2030 et 2050

Décrire le rôle de l'administratif, et de l'organe de gestion

- Description de leur expertise / compétences ou d'un accès à la formation afin d'acquérir les compétences requises





QUE DEVRA CONTENIR LE REPORTING CSRD ? (2)



Une description des politiques de l'entreprise en matière de durabilité

- Informer sur l'existence de rétributions pour les membres de l'administration et organes de gestion en lien avec les questions de durabilité

Une description du processus de diligence raisonnable mise en place par l'entreprise en lien avec la durabilité

- Le cas échéant en lien avec les exigences de l'UE imposée aux entreprises de faire preuve de diligence raisonnable
- Des principaux impacts négatifs réels ou potentiels liés à l'activité du groupe et sa chaîne de valeur
- Les actions menées pour identifier et suivre ces impacts
- Les autres impacts que l'entreprise mère doit identifier conformément aux autres exigences de l'UE dans le cadre du processus de diligence raisonnable
- Toute action entreprise par le groupe pour prévenir, atténuer, remédier ou cesser les impacts négatifs potentiels

Une description des principaux risques en lien avec les questions de durabilité ainsi que les principales dépendances du groupe en matière de durabilité



QUELLES SERONT VOS OBLIGATIONS EN TANT QU'ENTREPRISE ?

- **Déclarer des indicateurs pertinents** pour toutes les informations requises précédentes (concerne les entreprises mères)
- **Rendre compte du processus établi** pour identifier les informations incluses dans le rapport consolidé de gestion sera demandé (concerne les entreprises mères)
- **Publier les informations relatives aux horizons temporels** : court, moyen et long terme
- **Exposer des informations environnementales, sociale et de gouvernance (ESG)** selon des critères et indicateurs spécifiés par la norme



QUELLES SERONT LES INFORMATIONS À TRAITER ?

L'EFRAG a publié des working papers (ESRS : European Sustainability Reporting Standards) pour guider les actes délégués publiés d'ici juin pour présenter les informations et indicateurs obligatoires pour chaque **facteur de durabilité** attendu :

ENVIRONNEMENT	SOCIAL	GOVERNANCE
<p>L'atténuation du changement climatique et les émissions scope 1, scope 2 et, le cas échéant celles du scope 3</p> <p>L'adaptation au changement climatique</p> <p>Les ressources aquatiques et marines</p> <p>Utilisation des ressources et économie circulaire</p> <p>La pollution</p> <p>La biodiversité et les écosystèmes</p>	<p>L'égalité des chances Egalité F/H Les salaires équitables à compétences égales La formation et le développement des compétences L'emploi des personnes en situation de handicap Mesures contre la violence et le harcèlement La diversité</p> <p>Les conditions de travail Les horaires de travail Les salaires Le dialogue social La liberté d'association L'existence de comité d'entreprises Les négociations collectives Le taux de travailleurs couverts par des conventions collectives Le droit d'information, de consultation et de participation des travailleurs Equilibre vie pro/vie perso La santé et sécurité</p> <p>Le respect des droits de l'Homme Libertés fondamentales Principes et normes démocratiques établis dans la charte internationale des droits de l'homme et principes fondamentaux de l'ONU</p>	<p>Les rôles des organes d'administration de gestion et organes de surveillances en matière de développement durable : composition, expertise et compétences pour remplir ce rôle ou l'accès à ces expertises/compétences</p> <p>L'éthique des affaires et la culture d'entreprise incluant : la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, la protection des lanceurs d'alerte et le bien-être animal</p> <p>Les engagements politiques de l'entreprise notamment ses activités de lobbying</p> <p>La gestion et la qualité des relations avec les clients, fournisseurs et la communauté affectée par les activités de l'entreprise y compris les pratiques de paiement</p> <p>Les principales caractéristiques du contrôle interne de l'entreprise et le système de gestion des risques en relation avec la durabilité et le processus de reporting</p>

Pour **plus d'informations**, n'hésitez pas à
me contacter ou RDV sur :

cabinetdesaintfront.fr